

RAPPORT DE PRESENTATION A LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

- Séance du 13 décembre 2013
- Présentation du Compte Rendu Financier 2012 du Déléataire de Service Public pour la gestion du service d'adduction et de distribution d'eau sur « Marseille Périmètre »-DSP numéro 06/1960

1/ RAPPELS SUR LA VIE DU CONTRAT

Le 27 Juin 1960, la commune de Marseille a confié l'exploitation du service dit « du Canal de Marseille » à la Société des Eaux de Marseille (SEM) dans le cadre d'un contrat de concession approuvé par un décret ministériel du 29 Octobre 1960.

Ce contrat porte sur l'ensemble du service d'adduction et de distribution d'eau qui comprend :

- Le Canal et ses dépendances,
- Le réseau de distribution implanté dans le territoire de Marseille,
- Celui implanté dans le territoire des Communes d'Aubagne, Septèmes, La Penne sur Huveaune et les Pennes Mirabeau (2ème section dite « des Cadeneaux »), réseau qui a été progressivement transféré à la Ville de Marseille. L'ensemble des communes ci-dessus, plus Allauch intégrée en 2003 par l'avenant n°15, constitue le **périmètre de distribution**.

Ce contrat a été modifié à plusieurs reprises par voie d'avenant afin d'adapter son contenu aux nécessités du service public. Il a été transféré de plein droit au 1er Janvier 2001 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et arrive à échéance le **31 décembre 2013**. A ce jour, 21 avenants ont été conclus.

Par délibération en date du **8 Juillet 2011** (AGER 001-391/11/CC) a été approuvé par MPM, le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion du service public de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (à l'exception de la Commune de Plan de Cuques et de la partie villageoise de la Commune de Gémenos). Contrat d'affermage devant prendre effet à compter du 1^{er} Janvier 2014 et ayant une durée de dix ans à quinze ans en fonction des investissements mis à la charge de l'exploitant.

Par délibération en date du **29 Juin 2012** :

- AGER 003-410/12/CC, ont été approuvés les **protocoles cadres organisant les modalités d'achèvement** des contrats des Délégations de Service Public de l'eau et de l'assainissement entre MPM et ses délégataires.
- AGER 002-409/12/CC, ont été approuvées les orientations du **cahier des charges** de la délégation de service public pour l'exploitation du service public d'eau potable des communes de MPM.

La procédure de publicité et de mise en concurrence pour l'attribution de la délégation de service public de l'eau a pu ainsi être lancée.

Le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice 2012 a été approuvé en Conseil de Communauté le **28 Juin 2013** (AGER 005-411/12/CC). Ce rapport doit être présenté au Conseil de Communauté dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Conformément à l'article L1411-3 du CGCT, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel représentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. Ainsi, chaque année a été pris acte des rapports annuels des délégataires des DSP eau et assainissement sur le territoire de MPM.

Toutefois, comme le souligne la Cour des comptes (Rapport public annuel 2011), *le délai d'un mois entre la transmission du rapport du délégataire et la présentation du RPQS à l'assemblée délibérante (du 1^{er} juin au 30 juin) est trop réduit pour permettre à la collectivité de contrôler effectivement le rapport. Dans la pratique, la transmission du document définitif est retardée de plus de trois mois.*

C'est dans ce contexte de fin de contrats et de mise en concurrence, qu'il a été choisi de présenter le RPQS en Juin comme chaque année et de l'accompagner d'une analyse du compte rendu financier en fin d'année. Ce délai supplémentaire permet de compléter les données financières du rapport du délégataire qui sont insuffisantes telles quelles pour analyser l'économie du contrat.

2/ ANALYSE DU COMPTE RENDU FINANCIER

Toute la difficulté d'appréciation des éléments ci-dessous est qu'il n'y a pas de structure dédiée ni de comptabilité analytique du service.

Hormis les produits qui sont bien identifiés comme étant propres au service du Canal de Marseille, les moyens mis en œuvre sont mutualisés. Ce qui implique de la part du délégataire des choix de clé de répartition et de calcul afin de répartir les charges sur le service.

Ainsi le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (annexe 1) présenté par la SEM n'a pas de valeur comptable.

Aucun Compte d'exploitation Prévisionnel n'est communiqué avec le RAD. Alors que cela était prévu à l'avenant 19, article 10 – Compte rendu financier:

« De plus, le Concessionnaire fournira chaque année à la Communauté Urbaine à titre indicatif, avant le 1^{er} septembre qui suit l'exercice considéré, un compte d'exploitation prévisionnel relatif aux trois exercices qui suivent l'exercice considéré. »

Comme chaque année, l'information contenue dans le rapport annuel du délégataire n'est pas suffisante du point de vue du compte rendu financier.

Il est nécessaire de demander des compléments d'informations qui sont les mêmes chaque année. Informations qui sont pourtant essentielles pour l'analyse de l'activité de l'année étudiée.

Le cahier des charges du nouveau contrat de DSP eau potable prévoit un compte rendu financier beaucoup plus complet.

2.1 Rentabilité du service

La rentabilité du service (annexe 2) est assuré avec un cumul de résultats nets bénéficiaires de 2005 à 2012 de près de 90 M€ et un chiffre d'affaires cumulé (hors compte de tiers) de 882 M€, soit une rentabilité moyenne de 10.2% sur la période observée.

La rentabilité du service en 2012 s'est redressée, passant à 11.20% contre 8.12% en 2011 (effet de l'avenant 21).

On peut regretter que la clause de limitation des bénéfices prévu au contrat de concession n'est pas été reprise par l'avenant n°9 du 21 octobre 1991. Celui-ci a intégralement refondu le contrat de concession initial.

2.2 Tarifs et produits de la vente d'eau

La grille tarifaire contractuelle comprend 12 tarifs différents, mais 83% des abonnés sont des abonnements tous usages. Il est difficilement envisageable de pratiquer un seul tarif compte tenu des usages spécifiques tels que l'agriculture ou les bornes incendies ou même la distinction qui est faite entre l'eau brute et l'eau filtrée.

Le tarif tous usages au compteur qui ressort d'une facture 120 m³ se décompose de la manière suivante :

Abonnement tous usages Facture établie sur la base d'une consommation 120 m ³		Tarif 01/01/2011	Tarif 01/01/2012	Tarif 01/01/2013
Part fermière	Redevance par m ³	1,6168 €	1,6745 €	1,7259 €
	Total part fermière	1,6168 €	1,6745 €	1,7259 €
Surtaxe communale	Redevance par m ³	0,0478 €	0,0488 €	0,0498 €
	Total surtaxe communale	0,0478 €	0,0488 €	0,0498 €
Tarifs du service public de l'eau potable		1,6646 €	1,7233 €	1,7758 €
Agence de l'eau	Redevance agence de l'eau	0,2380 €	0,2480 €	0,3280 €
Tarifs du service public de l'eau potable		1,9026 €	1,9713 €	2,1038 €

Prix eau 01/01/2012		Structure
Part fermier	1,6745 €	97,2%
Part collectivité	0,0488 €	2,8%
Total	1,7233 €	100,0%

La part collectivité est faible compte tenu des missions restant à sa charge.

Du fait de l'historique des contrats, la structure et les niveaux tarifaires ne sont pas uniformisés sur le périmètre de MPM (annexe 3).

2.3 Modalités d'indexation

Les formules d'indexation des tarifs sont complexes c'est un fait.

Mais la problématique soulevée est que les coefficients Kv et Ki permettent à la SEM de limiter son exposition au risque d'exploitation, pourtant une des caractéristiques de la délégation de service public est le risque d'exploitation (le principe d'une gestion aux risques et périls du délégataire).

La **rémunération de la performance** n'est actuellement pas le principe du contrat. C'est ce que propose le cahier des charges pour le contrat de DSP eau potable.

2.4 Modalités de facturation

Le Prorata Temporis n'est pas appliqué par la SEM dans le contrat actuel.

C'est l'article 23.1 du Règlement de Service : « La consommation faite entre deux relevés est réputée être celle de la période de facturation correspondante. La date de relève ou d'estimation détermine le semestre, trimestre ou mois de facturation. » Qui est interprété par la SEM. Le principe retenu par la SEM est qu'un seul tarif doit être appliqué pour une même période de facturation, celui en vigueur à la date de relevé ou d'estimation.

Le cahier des charges pour le contrat DSP eau potable prévoit clairement son application.

2.5 Recettes financières

Il n'y a pas de produits financiers identifiés dans le CARE du service, pourtant les comptes sociaux de la SEM en font apparaître. Leur rattachement direct à l'exploitation du service du Canal de Marseille est difficile à démontrer, d'une part car il ne s'agit pas d'une structure dédiée (la SEM fait office de holding) et d'autre part le cycle d'exploitation du service génère plutôt un besoin en fonds de roulement (annexe 4).

Le cahier des charges du contrat de DSP eau potable prévoit que cette rubrique soit intégrée dans le compte d'exploitation du service qui aura une structure dédiée.

2.6 Charges de personnel

Elles s'élèvent à 34.8 M€ et représentent 35% des charges du service (annexe 5).

Le personnel de la SEM est mutualisé au sein des services et des agences. La charge de personnel représente environ 52% de la charge de personnel de la SEM, en ligne avec le chiffre d'affaires (le chiffre d'affaires du service représente 52% du CA de la SEM).

2.7 Traitement financier et comptable des travaux GER

Certes les charges de renouvellement imputées au service résultent d'un calcul économique (préconisé par l'Ordre des Experts Comptables), mais on peut constater que la SEM enregistre d'importantes reprises sur provisions sur la fin du contrat pour ramener son stock de provision pour renouvellement à 0 au 31 décembre 2013.

	2008	2009	2010	-48% 2011	-64% 2012
Renouvellement					
Dotations	14 458 k€	14 203 k€	14 885 k€	11 344 k€	11 056 k€
Reprises	17 270 k€	27 491 k€	27 401 k€	28 688 k€	23 230 k€
Travaux effectués	16 300 k€	16 657 k€	16 125 k€	11 525 k€	10 514 k€
Stocks finaux	62 088 k€	48 800 k€	36 284 k€	18 939 k€	6 766 k€

Lors de ses échanges, la SEM a confirmé sa stratégie de réduction de ses stocks de provisions pour renouvellement. Ce qui est discutable c'est la raison qu'elle invoque : *cette*

amélioration mécanique des résultats du délégataire n'est que la compensation de la double charge de début de contrat (constatation simultanée des dépenses de renouvellement non provisionnées au démarrage de la DSP et dotations aux provisions pour couvrir les dépenses futures).

Au final c'est la valorisation du plan prévisionnel de renouvellement qui n'est pas respecté. Les charges prévisionnelles qui ont permis de définir les tarifs du service ont ainsi pu être surévalués.

Celui-ci doit être plus proche des travaux effectués et ajuster en rapport.

L'avenant 21 a permis d'impacter une baisse de tarif pour l'utilisateur en 2011.

2.8 Charges d'investissement

Les charges d'investissement imputées au service font l'objet d'un « calcul économique d'annuités financières progressives ».

Cette méthode de calcul amène les remarques suivantes:

- sur le **taux de financement** utilisé (9%, c'est le taux initial qui est utilisé alors qu'il a dû être renégocié depuis),
- sur le **taux de progressivité** (1.5%, taux et mécanisme qui entraînent un renchérissement des coûts financiers),

Concernant **l'avenant 19** : des charges financières sont appliquées au service alors qu'il n'y a pas eu d'emprunt, la SEM a autofinancé cet investissement. Mais comme elle l'explique lors d'un échange, les fonds propres ont aussi un coût, il est donc logique qu'elle fasse supporter une charge financière au service.

Les travaux qui devaient être effectués dans le cadre de l'avenant 19 n'ont pas été tous effectués, il reste 7 463 388 €. Le protocole financier de fin de contrat MPM/SEM prévoit son versement par la SEM à MPM.

2.9 Redevances versées

Le calcul de la RODP est défavorable à MPM, en effet alors que les tarifs de l'eau augmentent cette redevance baisse. Le cahier des charges du contrat de DSP du service de l'eau potable prévoit une nouvelle indexation (qui ne tient pas compte des volumes consommés).

	Exercice 2011	Exercice 2012
Volumes facturés bruts	125 211 341 m3	124 566 864 m3
Surtaxe communale	8 685 k€	8 858 k€
Redevance prélèvement	3 463 k€	3 728 k€
Fonds National pour le développement des adductions d'eau	0 k€	0 k€
Redevance sur la pollution domestique	11 005 k€	11 618 k€
Redevance d'assainissement	55 481 k€	58 679 k€
Total des produits perçus pour comptes de tiers	78 634 k€	82 883 k€

Le total des produits perçus pour compte de tiers est en augmentation de 5% alors que les volumes facturés bruts sont en baisse de 0.5%.

Concernant la redevance prélèvement, celle-ci devrait être considérée comme une charge d'exploitation du délégataire. C'est une mesure incitative à l'économie d'eau prélevée en milieu naturel.

2.10 Structure financière du service

L'état des comptes de tiers seront communiqué à MPM au 31/03/2014 conformément au calendrier prévu au protocole cadre. L'absence de comptabilité de service rend plus difficile le suivi des comptes de tiers, du moins le contrôle de la fiabilité des données communiqués.

Les services de MPM ont mis en place des outils de suivi permettant de suivre les encaissements des redevances.

L'inventaire des biens du service est communiqué, la distinction entre biens de retour et de reprise est faite.

La reprise des compteurs selon la Valeur Nette Comptable est arrêtée dans le protocole financier SEM/MPM.

3/ PERSPECTIVES ET OBJECTIFS DE L'AUDIT FINANCIER 2013

L'audit financier de l'exercice 2013 correspondra à l'arrivée du terme du contrat de concession dit du « Canal de Marseille ».

La SEM devra ainsi enregistrer des écritures comptables de fin de contrat. Même si le délégataire se succède à lui-même, le nouveau contrat de délégation est différent du contrat initial, ce qui lui impose de « solder » les opérations liées au contrat : ce sont essentiellement les comptes de tiers qui sont concernés, car le traitement des biens de reprise et des biens de retour est réglé par un protocole financier spécifique.

Les derniers documents prévus au protocole cadre qui sont à remettre à MPM permettront de faire un contrôle a posteriori des comptes rendus financiers du délégataire.

ANNEXE 1

Compte de résultat	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Evol 2005-2006	Evol 2006-2007	Evol 2007-2008	Evol 2008-2009	Evol 2009-2010	Evol 2010-2011	Evol 2011-2012
PRODUITS	178 828 k€	181 283 k€	187 460 k€	190 401 k€	191 243 k€	186 956 k€	190 904 k€	199 069 k€	1,37%	3,41%	1,57%	0,44%	-2,24%	2,11%	4,28%
1- exploitation du service	104 921 k€	106 945 k€	108 433 k€	112 924 k€	114 417 k€	112 412 k€	107 959 k€	112 003 k€	1,93%	1,39%	4,14%	1,32%	-1,75%	-3,96%	3,75%
1.1- Part fermier proprement dite	98 850 k€	99 864 k€	101 070 k€	104 721 k€	107 564 k€	107 025 k€	102 637 k€	104 584 k€	1,03%	1,21%	3,61%	2,71%	-0,50%	-4,10%	1,90%
1.2- Les frais de recouvrement	517 k€	593 k€	653 k€	702 k€	1 349 k€	1 636 k€	1 928 k€	1 784 k€	14,70%	10,12%	7,50%	92,17%	21,28%	17,85%	-7,47%
1.3- La redevance de prélèvement facturée aux abonnés	5 503 k€	6 035 k€	6 483 k€	6 374 k€	5 826 k€	4 542 k€	3 728 k€	3 728 k€	9,67%	7,42%	-1,68%	-8,60%	-22,04%	-23,76%	7,65%
1.4- Production correspondant aux volumes consommés non relevé au 31/12	51 k€	453 k€	227 k€	1 127 k€	-322 k€	-791 k€	-69 k€	1 907 k€	788,24%	-49,89%	396,48%	-128,57%	145,65%	-91,28%	-2863,77%
2- collectivités et autres organismes publics	69 291 k€	69 426 k€	71 436 k€	71 733 k€	71 480 k€	70 531 k€	77 528 k€	80 386 k€	0,19%	2,90%	0,42%	-0,35%	-1,33%	9,92%	3,69%
2.1- Surtaxes facturées	8 034 k€	8 256 k€	7 781 k€	8 715 k€	8 666 k€	8 872 k€	8 685 k€	8 858 k€	2,76%	-5,75%	12,00%	-0,56%	2,38%	-2,11%	1,99%
2.1-Variation de surtaxe 01/01/N-31/12/N au titre de l'eau en compteurs				34 k€	-10 k€	-10 k€	51 k€	32 k€	ns	ns	ns	-194,12%	-68,75%	-610,00%	-37,25%
2.2- Fonds National pour le développement des adductions d'eau	149 k€	1 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	-99,33%	-100,00%	ns	ns	0,00%	0,00%	0,00%
2.3- Redevance sur la pollution domestique	18 483 k€	18 025 k€	18 024 k€	11 363 k€	10 459 k€	10 243 k€	11 005 k€	11 618 k€	-2,48%	-0,01%	-36,96%	-7,96%	-2,07%	7,44%	5,57%
2.3-Variation de redevance pollution 01/01/N-31/12/N au titre de l'eau en compteurs				-1 805 k€	-1 725 k€	-136 k€	398 k€	239 k€	ns	ns	ns	-4,43%	-92,12%	-392,65%	-39,95%
2.4- Redevance d'assainissement	42 625 k€	43 144 k€	45 631 k€	51 414 k€	52 825 k€	51 781 k€	55 481 k€	58 679 k€	1,22%	5,76%	12,67%	2,74%	-1,98%	7,15%	5,76%
2.4-Variation de redevance assainissement 01/01/N-31/12/N au titre de l'eau en compteurs				2 012 k€	1 287 k€	-219 k€	1 908 k€	960 k€	ns	ns	ns	-36,03%	-117,02%	-971,23%	-49,69%
3- travaux attribués à titre exclusif	3 958 k€	4 292 k€	6 802 k€	4 799 k€	4 292 k€	2 947 k€	4 117 k€	5 335 k€	8,44%	58,48%	-29,45%	-10,56%	-31,34%	39,70%	29,58%
4- produits accessoires	658 k€	620 k€	789 k€	945 k€	1 054 k€	1 066 k€	1 300 k€	1 345 k€	-5,78%	27,26%	19,77%	11,53%	1,14%	21,95%	3,46%
4.1- Vente d'énergie	162 k€	117 k€	143 k€	199 k€	148 k€	249 k€	217 k€	217 k€	ns	-27,78%	22,22%	39,16%	-25,63%	68,24%	-12,85%
4.2- Rémunération sur redevance assainissement	453 k€	479 k€	514 k€	517 k€	539 k€	539 k€	584 k€	621 k€	ns	5,74%	7,31%	0,58%	4,26%	8,35%	6,34%
4.3- Frais d'accès au service (avenant 19)	0 k€	193 k€	288 k€	379 k€	338 k€	379 k€	467 k€	507 k€	ns	ns	49,22%	17,36%	12,13%	23,22%	8,57%
4.4- Divers	5 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	0 k€	ns	-100,00%	ns	ns	0,00%	0,00%	0,00%
CHARGES	161 092 k€	161 309 k€	172 461 k€	174 507 k€	174 364 k€	168 312 k€	175 965 k€	180 683 k€	0,13%	6,91%	1,19%	-0,08%	-3,47%	4,55%	2,68%
1- personnel	33 223 k€	32 930 k€	32 331 k€	32 070 k€	33 504 k€	33 931 k€	33 969 k€	34 811 k€	-0,88%	-1,82%	-0,81%	4,47%	1,27%	0,11%	2,48%
2- charges de production	1 878 k€	1 925 k€	1 903 k€	1 933 k€	2 040 k€	2 126 k€	2 125 k€	2 339 k€	2,50%	-1,14%	1,58%	5,54%	4,22%	-0,05%	10,07%
2.1- énergie électrique	762 k€	773 k€	755 k€	726 k€	813 k€	891 k€	908 k€	1 030 k€	1,44%	-2,33%	-3,84%	11,98%	9,59%	1,91%	13,44%
2.2- achats d'eau	871 k€	898 k€	915 k€	968 k€	950 k€	968 k€	1 058 k€	1 058 k€	3,10%	1,89%	3,83%	1,89%	0,00%	9,30%	9,30%
2.3- produits de traitement	245 k€	254 k€	233 k€	257 k€	277 k€	267 k€	249 k€	251 k€	3,67%	-8,27%	10,30%	7,78%	-3,61%	-6,74%	0,80%
3- analyses	266 k€	280 k€	320 k€	328 k€	307 k€	158 k€	158 k€	154 k€	5,26%	14,29%	2,50%	-6,40%	-48,53%	0,00%	-2,53%
4- sous-traitance, matières et fournitures	10 970 k€	10 946 k€	13 948 k€	12 087 k€	11 618 k€	11 106 k€	11 254 k€	12 466 k€	-0,22%	27,43%	-13,34%	-3,88%	-4,41%	1,33%	10,77%
4.1- Charges d'entretien courant	5 110 k€	5 122 k€	5 332 k€	5 578 k€	5 677 k€	5 728 k€	5 728 k€	5 728 k€	0,23%	4,10%	4,61%	-4,45%	9,79%	0,90%	0,90%
4.2- Gros entretien	2 685 k€	2 750 k€	3 405 k€	3 202 k€	3 364 k€	3 348 k€	2 769 k€	3 156 k€	2,42%	23,82%	-5,96%	5,06%	-0,48%	-17,29%	13,98%
4.3- Dépenses pour travaux exécutés pour le compte des abonnés	3 175 k€	3 074 k€	5 211 k€	3 307 k€	2 924 k€	2 808 k€	3 582 k€	3 582 k€	-3,18%	69,52%	-36,54%	-11,58%	-34,82%	47,32%	27,56%
5-impôts locaux et taxes (1)	8 376 k€	9 066 k€	10 807 k€	10 772 k€	9 743 k€	6 324 k€	6 611 k€	7 984 k€	8,24%	19,20%	-0,32%	-9,55%	-35,09%	4,54%	20,77%
5.1- Redevance de prélèvement	6 035 k€	5 825 k€	6 483 k€	6 374 k€	5 825 k€	4 542 k€	3 252 k€	3 915 k€	ns	7,42%	-1,68%	-8,61%	-22,03%	-28,40%	20,39%
5.2- Impôts et taxes assis sur les salaires	851 k€		828 k€	794 k€	865 k€	900 k€	893 k€	917 k€	ns	-2,70%	-4,11%	8,94%	4,05%	-0,78%	2,69%
5.3- Autres impôts et taxes	2 163 k€		3 478 k€	3 588 k€	3 034 k€	2 458 k€	3 142 k€	3 142 k€	ns	60,80%	3,16%	-15,44%	-71,75%	186,81%	27,83%
CET (ex Taxe professionnelle)	n.c.		1 286 k€	1 379 k€	1 532 k€	1 600 k€	1 956 k€	1 649 k€	ns	ns	7,23%	11,09%	4,44%	22,25%	-15,70%
Taxe foncière	n.c.		338 k€	322 k€	343 k€	350 k€	45 k€	530 k€	ns	ns	-4,73%	8,70%	-2,00%	-86,88%	1077,78%
Contribution sociale de solidarité	n.c.		262 k€	269 k€	336 k€	297 k€	289 k€	301 k€	ns	ns	2,67%	24,91%	-11,61%	-2,69%	4,15%
Impôt forfaitaire	n.c.		0 k€	21 k€	21 k€	21 k€	21 k€	21 k€	ns	ns	ns	4,76%	0,00%	0,00%	0,00%
Provision pour risque de rappel de TP	n.c.		1 243 k€	1 230 k€	434 k€	-1 420 k€	80 k€	561 k€	ns	ns	ns	-1,05%	-64,72%	-427,19%	-105,63%
Divers	n.c.		347 k€	367 k€	360 k€	15 k€	67 k€	80 k€	ns	ns	5,76%	-1,91%	-95,83%	346,67%	19,40%
5.4- Taxe sur l'électricité	17 k€		18 k€	16 k€	19 k€	25 k€	8 k€	10 k€	ns	ns	5,88%	-11,11%	18,75%	31,58%	-68,00%
6- autres dépenses d'exploitation	10 081 k€	10 164 k€	10 525 k€	11 394 k€	11 749 k€	11 370 k€	11 525 k€	11 687 k€	0,82%	3,55%	8,26%	3,12%	-3,23%	1,36%	1,41%
6.1- télécommunications, postes, fournitures	1 047 k€	1 081 k€	1 047 k€	1 064 k€	1 105 k€	1 131 k€	1 163 k€	1 147 k€	3,25%	-3,15%	1,62%	3,85%	2,35%	2,83%	-1,38%
6.2- engins, véhicules, et déplacements	392 k€	365 k€	390 k€	393 k€	427 k€	458 k€	429 k€	395 k€	-6,89%	6,85%	0,77%	8,65%	7,26%	-6,33%	-7,93%
6.3- informatique	2 935 k€	2 608 k€	2 839 k€	2 944 k€	3 007 k€	2 877 k€	2 893 k€	2 887 k€	-11,14%	8,86%	3,70%	2,14%	-4,32%	0,56%	-0,21%
6.4- assurances	410 k€	449 k€	429 k€	420 k€	481 k€	475 k€	488 k€	527 k€	9,51%	-4,45%	-2,10%	14,52%	-1,25%	2,74%	7,99%
6.5- locaux	2 335 k€	2 401 k€	2 466 k€	2 629 k€	2 833 k€	2 816 k€	2 615 k€	2 367 k€	2,83%	2,71%	6,61%	7,76%	-0,60%	-7,14%	-9,48%
6.6- autres	2 962 k€	3 260 k€	3 354 k€	3 944 k€	3 896 k€	3 613 k€	3 937 k€	4 364 k€	10,06%	2,88%	17,59%	-1,22%	-7,26%	8,97%	10,85%
7- frais de contrôle						0 k€	0 k€	0 k€							
8- redevances contractuelles (2)	3 970 k€	4 083 k€	4 709 k€	4 932 k€	4 708 k€	4 735 k€	4 630 k€	4 661 k€	2,85%	15,33%	4,74%	-4,54%	0,57%	-2,22%	0,67%
9- contribution des services centraux et recherches	4 055 k€	2 554 k€	4 058 k€	4 648 k€	4 576 k€	4 494 k€	4 003 k€	4 003 k€	-37,02%	58,89%	14,54%	-1,55%	-43,36%	150,54%	-38,36%
10 - collectivités et autres organismes publics	69 291 k€	69 426 k€	71 436 k€	71 733 k€	71 480 k€	70 530 k€	77 528 k€	80 386 k€	0,19%	2,90%	0,42%	-0,35%	-1,33%	9,92%	3,69%
11- charges relatives au renouvellement	12 024 k€	12 861 k€	13 339 k€	14 458 k€	14 206 k€	14 886 k€	11 344 k€	11 056 k€	6,96%	3,72%	8,39%	-1,74%	4,79%	-23,79%	-2,54%
11.1- garantie de continuité	1 849 k€	1 972 k€	1 893 k€	2 039 k€	2 054 k€	2 154 k€	0 k€	0 k€	6,65%	-4,01%	7,71%	0,74%	4,87%	-100,00%	ns
11.2- programme contractuel	10 175 k€	10 889 k€	11 446 k€	12 419 k€	12 152 k€	12 732 k€	11 344 k€	11 056 k€	7,02%	5,12%	8,50%	-2,15%	4,77%	-10,90%	-2,54%
11.3- fonds contractuel						0 k€	0 k€	0 k€							
12- charges relatives aux investissements	6 958 k€	7 074 k€	8 988 k€	10 018 k€	10 043 k€	10 081 k€	9 522 k€	10 250 k€	1,67%	27,06%	11,46%	0,25%	0,38%	-5,55%	7,65%
12.1- compteurs	543 k€	580 k€	611 k€	634 k€	655 k€	678 k€	690 k€	711 k€	6,81%	5,34%	3,76%	3,31%	3,51%	1,77%	3,04%
12.2- investissements contractuels	4 403 k€	4 469 k€	6 212 k€	7 134 k€	7 248 k€	7 338 k€	6 903 k€	7 453 k€	1,50%	39,00%	14,84%	1,60%	1,24%	-5,93%	7,97%
12.3- annuités d'emprunt de la Collectivité prises en charge	435 k€	442 k€	448 k€	455 k€	462 k€	469 k€	476 k€	483 k€	1,61%	1,36%	1,56%	1,54%	1,52%	1,49%	1,47%
12.4- investissements du domaine privé	1 577 k€	1 583 k€	1 717 k€	1 795 k€	1 678 k€	1 596 k€	1 453 k€	1 603 k€	0,38%	8,46%	4,54%	-6,52%	-4,89%	-8,96%	10,32%
13- pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement			97 k€	134 k€	390 k€	473 k€	805 k€	886 k€	ns	ns	38,14%	191,04%	21,28%	70,19%	10,06%
RESULTAT AVANT IMPÔT	17 736 k€	19 974 k€	14 999 k€	15 894 k€	16 879 k€	18 644 k€	14 939 k€	18 386 k€	12,62%	-24,91%	5,97%	6,20%	10,46%	-19,87%	23,07%
14- impôt sur les sociétés	6 239 k€	6 556 k€	5 530 k€	5 401 k€	5 857 k€	6 354 k€	6 011 k€	5 508 k€	5,08%	-15,65%	-2,33%	8,44%	8,49%	-5,40%	-8,37%
RESULTAT	11 497 k€	13 418 k€	9 469 k€	10 493 k€	11 022 k€	12 290 k€	8 928 k€	12 878 k€	16,71%	-29,43%	10,81%	5,04%	11,50%	-27,36%	44,24%
(1): y compris redevance domaniale: département, région, Etat	11 497 k€	13 418 k€	9 470 k€	10 493 k€	11 022 k€	12 288 k€	8 928 k€	12 878 k€	16,71%	-29,42%	10,80%	5,04%	11,49%	-27,34%	44,24%
(2): y compris redevance d'occupation du domaine public de la collectivité															
Chiffre d'affaires (hors comptes de tiers et redevance prélèvement	104 034 k€	105 822 k€	109 541 k€	112 294 k€	113 937 k€	111 883 k€	109 913 k€	114 955 k€							
Vente d'eau (dont frais de recouvrement et production consommée non relevée)	99 418 k€	100 910 k€	101 950 k€	106 550 k€	108 591 k€	107 870 k€	104 496 k€	108 275 k€							
Compte de tiers	74 794 k€	75 461 k€	77 919 k€	78 107 k€	77 306 k€	75 073 k€	80 991 k€	84 114 k€							
CA SEM						311 178 986 €	321 870 614 €	334 554 976 €							
CA CDM						18									

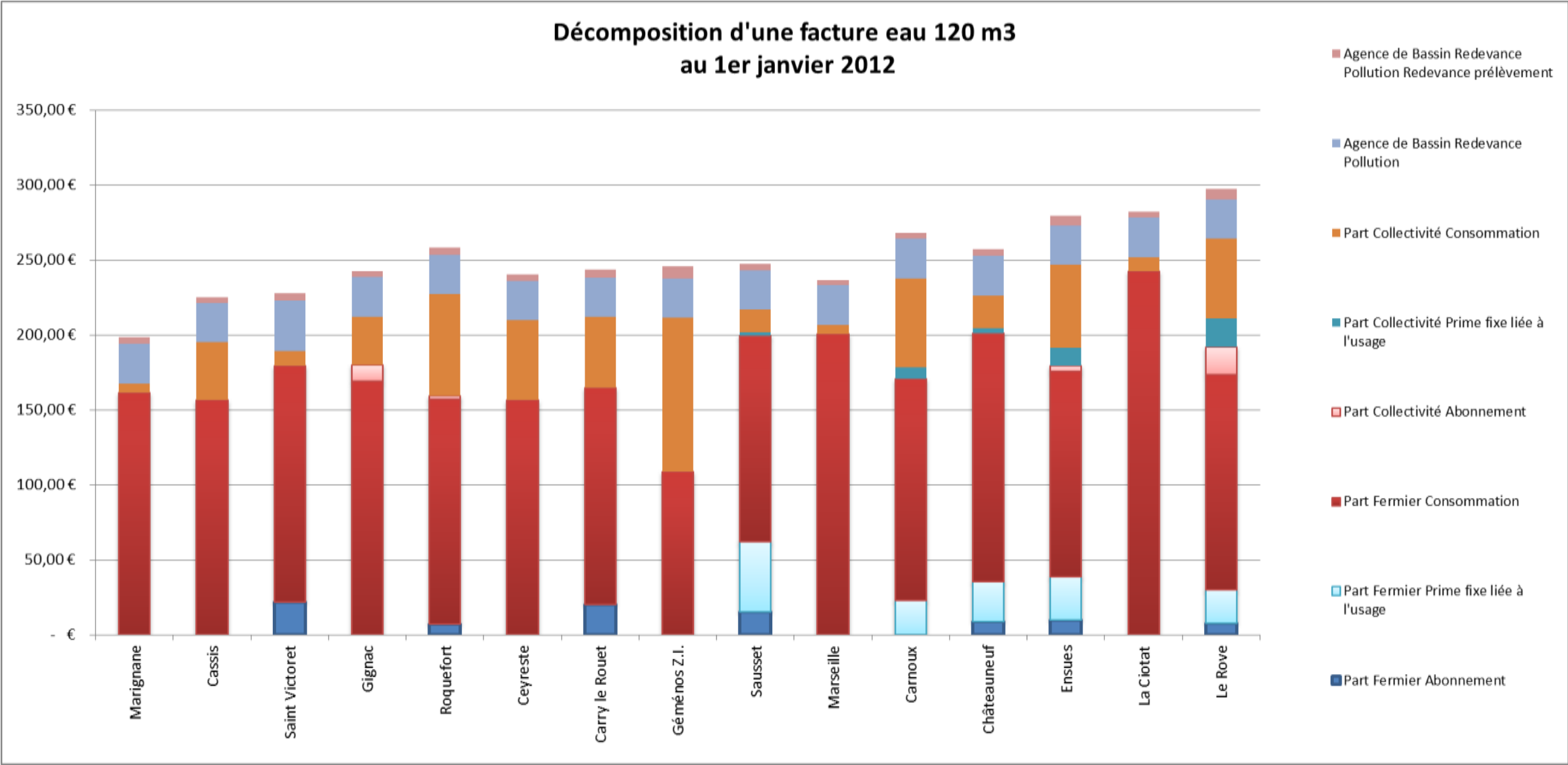
ANNEXE 2

	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	TCAM
Total des produits du service (hors comptes	104 034 k€	105 822 k€	109 541 k€	112 294 k€	113 937 k€	111 883 k€	109 913 k€	114 955 k€	1%
Total des charges du service (hors comptes	86 298 k€	85 848 k€	94 542 k€	96 400 k€	97 059 k€	93 240 k€	95 185 k€	96 382 k€	2%

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Résultat Canal de Mar	11,5 M€	13,4 M€	9,5 M€	10,5 M€	11,0 M€	12,3 M€	8,9 M€	12,9 M€
Résultat net comptabl	16,9 M€	16,5 M€	17,2 M€	14,6 M€	16,0 M€	48,8 M€	26,3 M€	25,1 M€
Part du Canal de Marseille dans le	68%	81%	55%	72%	69%	25%	34%	51%

	Exercice 2005	Evolution	Exercice 2006	Evolution	Exercice 2007	Evolution	Exercice 2008	Evolution	Exercice 2009	Evolution	Exercice 2010	Evolution	Exercice 2011	Evolution	Exercice 2012
Produits du service (hors produits perçus pour comptes de tiers)	104 034k€	1,72%	105 822 k€		109 541 k€	2,51%	112 294 k€	1,46%	113 937 k€	-1,80%	111 883 k€	-1,76%	109 913 k€	4,59%	114 955 k€
Résultat avant impôt	17 736k€	12,62%	19 974 k€	3,51%	14 999 k€	5,97%	15 894 k€	6,20%	16 879 k€	10,46%	18 644 k€	-19,87%	14 939 k€	23,07%	18 386 k€
Taux de rentabilité du service avant impôt	17,0%	10,72%	18,9%	-24,91%	13,7%	3,37%	14,2%	4,67%	14,8%	12,48%	16,7%	-18,44%	13,6%	17,7%	16,0%
Impôts	6 239k€	5,08%	6 556 k€	-27,46%	5 530 k€	-2,33%	5 401 k€	8,44%	5 857 k€	8,49%	6 354 k€	-5,40%	6 011 k€	-8,37%	5 508 k€
Taux d'imposition constaté	35,18%	-6,69%	32,82%	12,33%	36,87%	-7,83%	33,98%	2,11%	34,70%	-1,78%	34,08%	18,06%	40,24%	-25,55%	29,96%
Résultat net du service	11 497k€	16,71%	13 418 k€	12,33%	9 470 k€	10,80%	10 493 k€	5,04%	11 022 k€	11,49%	12 288 k€	-27,34%	8 928 k€	44,24%	12 878 k€
Taux de rentabilité du service (résultat / recettes propres)	11,05%	14,74%	12,68%	-29,42%	8,65%	8,09%	9,34%	3,53%	9,67%	13,53%	10,98%	-26,04%	8,12%	37,92%	11,20%

ANNEXE 3



ANNEXE 4

Comptes Sociaux SEM

Bilan fonctionnel SEM

	2011	2012	Evolution 2011/2012
Capitaux propres (Total l passif du bilan)	78 866 883	80 398 943	2%
- Capital souscrit non appelé			
+ Provisions pour risques et charges	42 056 240	28 766 616	-32%
+ Amortissement de l'actif immobilisé (dont Fonds d'Amortissement)	127 222 571	135 599 653	7%
+ Provisions pour dépréciation de l'actif	4 710 920	5 758 541	22%
+ Amortissement des charges à répartir			
+ Amortissement des primes de remboursement			
+ Autres fonds propres			
= RESSOURCES PROPRES (A)	252 856 614	250 523 753	-1%
Emprunts obligataires			
- Montant brut des primes de remboursement	0	0	
+ Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	361 810	2 174 000	501%
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	282 884	2 113 289	647%
+ Emprunts et dettes financières divers	316 775	621 616	96%
- Intérêts courus	0	0	
= DETTES FINANCIÈRES STABLES (B)	395 701	682 327	72%
= RESSOURCES STABLES (C)=(A)+(B)	253 252 315	251 206 080	-1%
Actif immobilisé en brut	194 112 868	193 286 566	0%
Charges à répartir en brut			
Charges à répartir en net			
+ Amortissement des charges à répartir			
= EMPLOIS STABLES (D)	194 112 868	193 286 566	-0,4%
= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (E)=(C)-(D)	59 139 447	57 919 514	-2%
	2011	2012	
Stocks et encours			
Matières premières, approvisionnements			
+ En-cours de production de biens			
+ Produits intermédiaires et finis			
+ Marchandises	874 704	922 217	5%
+ Avances et acomptes versés sur commandes	230 790	220 203	-5%
+ Créances clients et autres créances d'exploitation	217 994 696	218 567 397	0%
Clients et comptes rattachés			
+ Écart de conversion - Actif			
- Écart de conversion - Passif			
+ Autres créances d'exploitation			
+ Charges constatées d'avance	562 772	386 824	-31%
= ACTIFS D'EXPLOITATION (F)	219 662 962	220 096 641	0,2%
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18 798 266	18 059 698	-4%
Dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 377 930	22 177 060	21%
- Écart de conversion - Actif			
+ Écart de conversion - Passif			
+ Dettes fiscales et sociales d'exploitation	110 556 752	109 282 693	-1%
+ Autres dettes d'exploitation	13 401 317	11 051 015	-18%
+ Produits constatés d'avance	1 224 000	1 296 000	6%
= PASSIFS D'EXPLOITATION (G)	162 358 265	161 866 466	-0,3%
= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOIT. (H)=(F)-(G)	57 304 697	58 230 175	2%
	2011	2012	
Capital souscrit - appelé, non versé	0	0	
+ Créances hors exploitation	0	0	
+ Valeurs mobilières de placement	3 962	6 340	60%
+ Intérêts courus sur prêts			
= ACTIFS HORS EXPLOITATION (I)	3 962	6 340	60%
Dettes d'impôts sur les bénéfices			
+ Dettes sur immobilisations	985 316	462 481	-53%
+ Autres dettes hors exploitation			
+ Intérêts courus sur dettes financières			
= PASSIFS HORS EXPLOITATION (J)	985 316	462 481	-53%
= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT HORS EXPLOIT. (K)=(I)-(J)	-981 354	-456 141	-54%
= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (L)=(H)+(K)	56 323 343	57 774 034	3%
Disponibilités	3 098 988	2 258 870	-27%
= TRÉSORERIE ACTIVE (M)	3 098 988	2 258 870	-27%
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	282 884	2 113 289	647%
= TRÉSORERIE PASSIVE (N)	282 884	2 113 289	647%
= SOLDE NET DE TRÉSORERIE (O)=(M)-(N)	2 816 104	145 581	-95%

Structure d'exploitation SEM

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Evolution 2006/2007	Evolution 2007/2008	Evolution 2008/2009	Evolution 2009/2010	Evolution 2010/2011	Evolution 2011/2012	Evolution 2006/2012
Chiffre d'affaire propre	200 186 k€	207 877 k€	213 851 k€	217 625 k€	212 597 k€	212 623 k€	222 147 k€	4%	3%	2%	-2%	0%	4%	11%
- Dont Eau	199 333 k€	200 825 k€	195 010 k€	199 436 k€	197 067 k€	197 591 k€	204 682 k€	1%	-3%	2%	-1%	0%	4%	3%
- Dont Assainissement	69 108 k€	73 370 k€	86 168 k€	85 643 k€	85 277 k€	94 111 k€	97 565 k€							
- Dont Travaux	6 700 k€	9 332 k€	7 422 k€	6 886 k€	5 856 k€	7 143 k€	8 926 k€	39%	-20%	-7%	-15%	22%	25%	33%
- Dont Autres Activités	20 979 k€	22 161 k€	23 943 k€	24 552 k€	22 979 k€	23 026 k€	23 382 k€	6%	8%	3%	-6%	0%	2%	11%
- Produits pour compte de tiers	-95 934 k€	-97 811 k€	-98 692 k€	-98 892 k€	-98 582 k€	-109 248 k€	-112 408 k€	2%	1%	0%	0%	11%	3%	17%
+ Production stockée	927 k€	-31 k€	k€	k€	k€	k€	k€	-103%	-100%	NS	NS	NS	NS	NS
+ Production immobilisée	18 k€	25 k€	26 k€	107 k€	148 k€	-50 k€	86 k€	39%	4%	312%	38%	-134%	-272%	378%
- Achats, autres achats et charges externes (dont variation de stocks)	107 698 k€	112 792 k€	117 114 k€	121 927 k€	115 933 k€	114 095 k€	115 473 k€	5%	4%	4%	-5%	-2%	1%	7%
- Impôts et taxes	5 100 k€	5 238 k€	5 371 k€	5 581 k€	5 051 k€	5 268 k€	5 607 k€	3%	3%	4%	-9%	4%	6%	10%
- Charges de personnel	57 061 k€	57 100 k€	57 717 k€	57 837 k€	58 337 k€	60 150 k€	61 976 k€	0%	1%	0%	1%	3%	3%	9%
= Excédent Brut d'Exploitation	31 272 k€	32 741 k€	33 675 k€	32 387 k€	33 424 k€	33 060 k€	39 177 k€	5%	3%	-4%	3%	-1%	19%	25%
+ RAP et transferts de charges	22 399 k€	25 093 k€	23 533 k€	24 097 k€	24 723 k€	31 322 k€	21 179 k€	12%	-6%	2%	3%	27%	-32%	-5%
+ Autres produits d'exploitation	279 k€	315 k€	357 k€	406 k€	322 k€	331 k€	348 k€	13%	13%	14%	-21%	NS	5%	25%
- Dotations aux amortissements	6 789 k€	8 890 k€	9 948 k€	9 725 k€	9 676 k€	9 893 k€	10 197 k€	31%	12%	-2%	-1%	2%	3%	50%
- Dotations aux provisions sur actif circulant	888 k€	591 k€	1 285 k€	1 519 k€	2 772 k€	2 203 k€	3 167 k€	-33%	117%	18%	82%	-21%	44%	257%
- Dotations aux provisions pour risques et charges	20 985 k€	20 733 k€	19 564 k€	12 739 k€	11 847 k€	8 511 k€	4 590 k€	-1%	-6%	-35%	-7%	-28%	-46%	-78%
- Autres charges	176 k€	268 k€	1 009 k€	1 245 k€	1 410 k€	1 583 k€	2 565 k€	52%	276%	23%	13%	12%	62%	1358%
= Résultat d'exploitation	25 112 k€	27 667 k€	25 759 k€	31 662 k€	32 764 k€	42 523 k€	40 184 k€	10%	-7%	23%	3%	30%	-6%	60%
+ Produits financiers de participations	4 084 k€	4 053 k€	4 837 k€	4 077 k€	3 005 k€	3 230 k€	3 339 k€	-1%	19%	-16%	-26%	7%	3%	-18%
+ Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	k€	k€	k€	k€	k€	k€	1 k€						NS	NS
+ Autres intérêts et produits financiers assimilés	1 615 k€	2 859 k€	2 958 k€	370 k€	445 k€	903 k€	292 k€	77%	3%	-87%	20%	103%	-68%	-82%
+ Reprises sur provisions et transfert de	222 k€	150 k€	677 k€	510 k€	2 372 k€	2 308 k€	221 k€	-32%	351%	-25%	365%	-3%	-90%	0%
+ Différences positives de changes	k€	12 k€	1 k€	12 k€	94 k€	2 k€	4 k€	NS	-92%	1100%	683%	-98%	108%	NS
+ Produits nets sur cession de VMP	1 124 k€	1 619 k€	1 419 k€	421 k€	184 k€	128 k€	k€	44%	-12%	-70%	-56%	-30%	-100%	-100%
- DAP financières	3 164 k€	1 080 k€	3 221 k€	7 654 k€	4 977 k€	966 k€	2 540 k€	-66%	198%	138%	-35%	-81%	163%	-20%
- Intérêts et charges financières assimilées	225 k€	329 k€	341 k€	65 k€	51 k€	113 k€	39 k€	46%	4%	-81%	-22%	122%	-65%	-83%
- Différences négatives de changes	92 k€	35 k€	50 k€	124 k€	15 k€	4 k€	8 k€	-62%	43%	148%	-88%	-73%	112%	-91%
= Résultat financier	3 564 k€	7 249 k€	6 280 k€	-2 453 k€	1 057 k€	5 488 k€	1 270 k€	103%	-13%	-139%	-143%	419%	-77%	-64%
+ Produits exceptionnels	4 377 k€	3 235 k€	50 710 k€	4 248 k€	40 721 k€	3 873 k€	2 127 k€	-26%	1468%	-92%	859%	-90%	-45%	-51%
- Charges exceptionnelles	4 257 k€	8 011 k€	58 375 k€	4 594 k€	12 715 k€	6 037 k€	2 451 k€	88%	629%	-92%	177%	-53%	-59%	-42%
= Résultat exceptionnel	120 k€	-4 776 k€	-7 665 k€	-346 k€	28 006 k€	-2 164 k€	-324 k€	-4080%	60%	-95%	-8194%	-108%	-85%	-370%
- Participation des salariés	4 086 k€	4 542 k€	3 407 k€	4 143 k€	6 257 k€	6 257 k€	4 909 k€	11%	-25%	22%	-1%	52%	-22%	20%
- Impôts sur les bénéfices	8 213 k€	8 401 k€	6 402 k€	8 727 k€	8 950 k€	13 354 k€	11 106 k€	2%	-24%	36%	3%	49%	-17%	35%
= Résultat Net Comptable	16 497 k€	17 197 k€	14 565 k€	15 993 k€	48 763 k€	26 236 k€	25 114 k€	4%	-15%	10%	205%	-46%	-4%	52%

ANNEXE 5

	Exercice 2005	Evolution 2005/06	Exercice 2006	Evolution 2006/07	Exercice 2007	Evolution 2007/08	Exercice 2008	Evolution 2008/09	Exercice 2009	Evol 2009/10	Exercice 2010	Evol 2010/11	Exercice 2011	Evol 2011/12	Exercice 2012
Charges de personnel affectées au service	33 223k€	-0,88%	32 930k€	-1,82%	32 331 k€	-0,81%	32 070 k€	4,47%	33 504 k€	1,27%	33 931 k€	0,11%	33 969 k€	2,48%	34 811 k€
Charges de personnel de la SEM (dont participation)	60 421k€	1,20%	61 147k€	0,81%	61 642 k€	1,00%	62 260 k€	-0,45%	61 980 k€	0,76%	62 451 k€	6,34%	66 408 k€	0,72%	66 886 k€
Part du contrat du périmètre du Canal de Marseille	55%		54%		52%		52%		54%		54%		51%		52%